

Le père Noël traverse les murs

En l'occurence il s'agit des murs des centres socio-éducatifs de Dreiborn et de Schrassig, où l'association "Jeunes en détresse" a distribué, lundi 18 décembre, des cadeaux offerts par diverses organisations et entreprises privées. Des cadeaux ont également été remis à destination des mineur-e-s se trouvant dans la prison de Schrassig, où normalement on ne laisse même pas entrer une tablette de chocolat.

Beatriz Carrilho, présidente de l'association, qualifie cette action de "goutte d'eau". "Le nombre d'enfants a presque doublé par rapport à l'année dernière", constate-t-elle. Son association voudrait sensibiliser le public sur les raisons pour lesquelles ces enfants se retrouvent dans un tel centre: cela peut être pour des histoires de drogue aussi bien que parce qu'ils ont été violés... Beatriz Carrilho souhaiterait qu'on donne une chance à ces enfants, plutôt que de les enfermer.

Kéisecker mit Winterspeck

Die Zeitung des Mouvement Ecologique wartet mit einer Doppelnummer auf, die neben interessanten Inhalten ein angenehmes Layout mit ansprechenden Farbfotos zu bieten hat. "Dës Regierung huet den Emweltschutz nët verënnerlecht", sagt Alex Bodry in einem Interview zum aktuellen Stand der Umweltpolitik. Außerdem wird er zur Haltung der LSAP befragt und erklärt, warum er Mitglied des Mouvement geworden ist. Ein zweites Interview mit dem zum Grünen-Politiker auf/ab-gestiegenen ehemaligen Umweltgewerkschafter Claude Turmes vermittelt eine Vorstellung von den Möglichkeiten und Grenzen eines Europaparlamentariers und und von seinen Problemen mit der EU. Zwei weitere Beiträge im neuen Kéisecker seien hervorgehoben: der Impakt der Tram auf das Geschäftsleben in Straßburg und die Ergebnisse einer Umfrage über das Umweltbewusstsein der BürgerInnen.

Projet de loi décloné

Le saint esprit du développement durable s'est posé sur le ministre de l'économie, M. Henri Grethen. Lors d'une commission de l'éthique du parlement, M. Grethen a affirmé son souci de prendre en considération des réserves d'ordre éthique contre la fameuse transposition de la directive européenne sur la brevetabilité d'inventions biotechnologiques (voir nos éditions précédentes). Pour cela, le ministère procèdera à une méiose, une division cellulaire du projet de loi en une partie non contestée - à traiter rapidement au sein de la commission de l'économie - et une partie "Frankenstein" qui sera discutée en profondeur dans la commission de l'éthique sur base de consultations avec les associations de la société civile. Un beau cadeau de Noël pour Greenpeace, l'ASTM, l'Eglise et les citoyen-ne-s qui craignent une généralisation du "brave new world" du "tout génétiquement manipulé".

L'UE veut la peau du CLONG

Mardi dernier à Bruxelles le Comité de Liaison des ONG de Développement (CLONG) a fait part des graves difficultés auxquelles il est confronté (voir www.oneworl.org/liaison). Le CLONG représente et encadre des ONG de toute l'Europe dans leurs relations avec l'UE et dépend de celle-ci pour son financement. D'après la Commission Européenne il n'y aurait pas eu de malversations, mais le CLONG ne recevrait plus d'argent tant que sa comptabilité n'aurait pas été remise en ordre. Cela ne remettrait pas en question les relations entre la Commission et la société civile. Le CLONG assure que sans argent, il cessera d'exister dans quelques semaines. Dans le contexte actuel, où la société civile s'engage dans une stratégie plus confrontative avec l'UE, ce serait un symbole de l'approche coopérative qui disparaîtrait.

WOXX EN ACTION

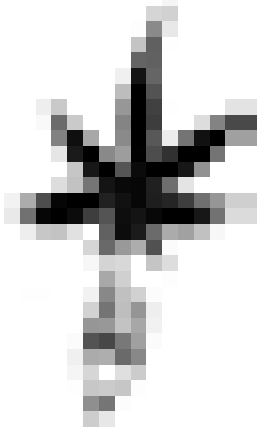
Signez notre pétition!

Droit de cité pour le cannabis - stop aux amendes - non au projet de loi.

La politique en matière de stupéfiants des années futures sera marquée par le vote de la nouvelle loi qui est prévu pour le début de 2001. En tant que hebdomadaire accompagnant d'un oeil critique l'actualité luxembourgeoise, nous pensons qu'il faut parfois plus que la rédaction d'articles pour es-

sayer d'influencer les débats de société et les choix politiques. C'est le cas pour le projet de loi sur les stupéfiants qui nous semble déjà anachronique dans son approche avant même d'être mise en vigueur. Un des éléments de cet anachronisme est le fait que la consommation de cannabis restera illégale.

Voilà pourquoi nous nous proposons de lancer une pétition "last minute" qui revendique la légalisation de la détention personnelle de cette drogue douce. Au cas où cette initiative trouve votre appui, nous vous prions de signer la pétition jointe au plus vite et de nous la renvoyer **par courrier (b.p. 684 L-2016 Luxembourg) ou par fax (29 79 79). Faites-en parvenir également des copies à vos ami-e-s!** Vous pouvez aussi signer sur notre site internet (www.woxx.lu).



PETITION

Legalize it!

Pour une réforme courageuse de la politique en matière de drogues

La politique de répression en matière de stupéfiants s'est soldée depuis longtemps par un échec. Pourtant, la nouvelle loi sur les stupéfiants, dont le vote s'annonce pour le début de 2001, reste dans la logique des peines et des amendes. La dernière version du projet de loi contient en matière de consommation de drogues douces uniquement une réduction des sanctions à des amendes, pouvant aller de 10.001 à 100.000 LUF.

C'est loin de la politique de nos partenaires du BENELUX:

- * la politique de tolérance des Pays-Bas est connue,
- * en Belgique, les projets de réforme annoncés se situent entre une tolérance et une réglementation de l'usage - légalisé - de drogues douces.

Mais partout en Europe, le mouvement anti-prohibitionniste gagne du terrain:

- * En Espagne et en Italie l'usage personnel est dépénalisé.
- * En Suisse, le gouvernement vient d'annoncer la dépénalisation.
- * Et n'oublions pas qu'au Luxembourg, la Chambre a voté en 1996 une motion invitant le Gouvernement "à développer avec la Belgique et les Pays-Bas un programme de mesures communes de libéralisation du cannabis et de ses dérivés"

Dépénaliser la consommation de drogues douces, ce n'est pas inciter à la consommation! Dépénaliser, c'est

- * reconnaître l'implantation dans notre société de la consommation du cannabis,
- * prendre en compte (comme l'ont démontré les études scientifiques) que la consommation de cannabis est de loin moins nocive que celle de drogues légales telles que le tabac ou l'alcool;
- * se donner les moyens d'arriver à une politique de prévention et de "bon usage" plus sincère, plus responsable et plus efficace.

Alors, soutenez l'action du WOXX et signez!

Les signataires demandent

- au gouvernement: de retirer un projet de loi qui s'avère anachronique avant même sa mise en vigueur et de revoir sa politique en matière de consommation de drogues; de suivre les Pays-Bas, la Belgique et d'autres pays européens dans leur politique de dépénalisation de la consommation de cannabis;
- le cas échéant, aux parlementaires de tous les bords, de voter contre le projet de loi dans sa version actuelle.

Premiers signataires: **René Clesse, rédacteur du journal satirique "Den Neie Feierkrop"; Claudia Dall'Agnol, présidente des JSL, conseillère communale Dudelange; Simone Dietz, AGORA a.s.b.l.; Marc Gerges, journaliste d'Lëtzebuerger Land; Henri Goedertz; Gibert Graf; Richard Graf, journaliste ; Josée Hansen; André Hoffmann, déi Lénk; Jean Huss, député, déi Gréng; Germain Kerschen, journaliste; Tom Schlechter, éducateur gradué; Sylvie Schmit, psychologue dipl.; Jeannot Schmitz; Chantal Serres, présidente du CA du WOXX; Guy W. Stoos, cartooniste; Renée Wagener, députée, journaliste WOXX; Jean-Claude Wolff, journaliste.**

Nom	adresse	organisation* / fonction*	signature

* au cas où vous le désirez